

Résumés

Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine

Points de vue latino-américains
Collection *Alternatives Sud* (Cetri/Syllepse)

Editorial

Conditions, formes et bilans du retour de la gauche en Amérique latine **Bernard Duterme**

Si l'émergence de nouveaux acteurs sociopolitiques de gauche, dont l'Amérique latine est le témoin depuis une dizaine d'années, revêt des formes multiples, elle correspond aussi à des tendances de fond qui traversent la région. Les premières renvoient au contexte de cette poussée de la gauche latino-américaine : l'échec patent de 20 ans de néolibéralisme et les limites avérées d'une « démocratisation tout au plus électorale » du continent. D'autres tendances ont trait aux caractéristiques de ces « nouvelles » gauches sociales et politiques, qui assument leurs filiations passées sans s'y réduire. Dans leurs revendications, leurs modes d'organisation et d'action comme dans les identités mobilisées, elles articulent d'anciennes et de nouvelles formes de lutte. Les mobilisations indigènes en constituent un exemple paradigmatique. Leur rapport au politique, problématique, dépend tant des contextes nationaux que des conceptions du changement social dont elles s'inspirent. Les premiers bilans des expériences gouvernementales de gauche au niveau local ou national sont mitigés. A l'épreuve du pouvoir, les idéaux s'érodent ou se figent. L'hégémonie nord-américaine reste déterminante.

A l'échelle de l'Amérique latine

Les défis de la gauche latino-américaine à l'aube du 21^e siècle **Atilio A. Boron**

La forte présence de la gauche dans le panorama sociopolitique latino-américain s'observe autant dans l'avènement de gouvernements « progressistes » que dans l'émergence de nouveaux mouvements sociaux. Si les situations sont multiples, plusieurs facteurs communs expliquent cette poussée de nouvelles forces contestataires : l'essoufflement du néolibéralisme, au moins dans les opinions, fatiguées de la polarisation sociale induite par les politiques excluantes du « consensus de Washington » ; les frustrations nées de démocraties à peine électorales, vides de toute substance ; la crise des formats traditionnels de représentation politique concomitante à la transformation sociologique des « bases » ; et enfin, les perspectives ouvertes par la globalisation des luttes. Les alternatives au système dominant existent – reconstruction de l'Etat, dé-privatisation, développement durable, politique fiscale... –, reste à établir des rapports de force favorables. La capacité des gouvernements de gauche à satisfaire leur mandat populaire dépendra d'abord de leur volonté politique de se soustraire au pouvoir des marchés et aux « conditionnalités » des instruments de l'impérialisme. Si le Brésil n'y parvenait pas, quel pays y parviendrait ?

La gauche latino-américaine : entre épreuve du pouvoir et volonté de changement

Beatriz Stolowicz

En Amérique latine, les majorités populaires (la pauvreté atteint plus de 60% de la population) réclament haut et fort le changement. L'amplitude du rejet du néolibéralisme et des partis traditionnels met du vent dans les voiles de la gauche. Pour autant, les contradictions générées par le capital ne mènent pas automatiquement à des défaites politiques de la droite ni à des victoires de gauche synonymes de réelles possibilités de changement. Dans ses différentes expériences récentes de pouvoir au niveau local, si elle a sans conteste renouvelé les pratiques en matière de citoyenneté politique, la gauche est rarement parvenue à remettre en cause les impératifs de « gouvernabilité démocratique » qui servent d'arguments aux élites pour justifier le *statu quo*. La survalorisation de l'espace local qui prévaut d'ailleurs depuis le début des années 1990, dans les secteurs dominants comme dans une certaine gauche, est lourd d'ambiguïtés. La capacité de la gauche au pouvoir, national ou régional, à dépasser la logique de la « bonne gouvernance » repose sur la profondeur de son ancrage dans des mouvements sociaux autonomes, porteurs de projets politiques radicaux.

Les luttes latino-américaines contre le néolibéralisme sont-elles efficaces ?

Emir Sader

Si la lutte contre le néolibéralisme doit être mesurée, dans ses effets, par la capacité de mettre en échec le modèle économique dominant et d'imposer des modèles alternatifs qui renforcent la sphère publique et l'affirmation universelle des droits sociaux, politiques et culturels, quel bilan et quelles leçons peut-on tirer de cette lutte en Amérique latine ? Les expériences sont des plus différentes dans leur dynamique et leurs résultats d'un pays à l'autre : zapatisme au Mexique, mouvements indigènes d'Equateur et de Bolivie, PT du Brésil, *Frente amplio* en Uruguay, *piqueteros* en Argentine et mouvement bolivarien de Chavez au Venezuela. Certaines sont épuisées, d'autres dans des impasses, tandis que d'autres encore se renforcent. Ce qui est sûr, c'est que jusqu'à aujourd'hui aucun gouvernement, aucun pays, n'a réussi à rompre avec l'hégémonie des politiques néolibérales. Pour avancer dans ce sens, il s'agit de centrer les mobilisations sur les mouvements sociaux en s'efforçant de construire des alliances sociales larges, en vue de formuler une hégémonie alternative représentative de la grande majorité de la population.

Les mouvements sociaux latino-américains : de la résistance à l'offensive ?

Theotonio Dos Santos

Trois décennies de récession, de répression institutionnelle, puis d'offensive idéologique néolibérale ont profondément altéré les mouvements sociaux classiques d'Amérique latine. Ces mouvements – paysans, ouvriers et étudiants – étaient unis au sein d'un même projet « national démocratique » et « développementaliste », qui visait la constitution d'un Etat social à l'intérieur d'une forme de capitalisme indépendant vis-à-vis des pays du Nord. Durant les années 1980 et 1990, de nouvelles forces sociales ont émergé – mouvements d'habitants des quartiers pauvres, mouvements de femmes, mouvements indigènes... – qui imposent de nouveaux thèmes à l'agenda des luttes sociales, sans pour autant rompre avec la critique du capitalisme. L'internationalisation des luttes sociales – depuis Seattle et Porto Alegre –, l'articulation des mouvements sociaux classiques et nouveaux, ainsi que les victoires récentes de partis de gauche sont les premiers signes de la reformulation d'un nouveau projet historique, d'un programme alternatif devant mettre un terme à la domination brutale du capitalisme financier.

Les nouvelles radicalités politiques en Amérique latine : zapatistes, *piqueteros* et sans-terre...

Hernán Ouviaña

A la faveur de l'exclusion générée par les politiques néolibérales, de la crise des représentations et médiations, d'importants « nouveaux mouvements sociaux » ont émergé ces deux dernières décennies en Amérique latine. Des mouvements qui assument leurs filiations passées sans s'y réduire. De par leur composition sociale (plus hétérogène qu'auparavant et plus populaire que celle de leurs *alter ego* européens), leurs formes d'organisation (démocratie directe, horizontalité...), leurs discours (autonomie, dignité, environnement...), leurs méthodes de lutte (expérimentation, espaces autogérés de production collective...), ils posent d'importants défis aux acteurs traditionnels de la gauche politique (articulation ou récupération ?), mais aussi aux Etats qui hésitent entre cooptation, institutionnalisation ou répression. Leur nouveauté n'est toutefois ni à essentialiser ni à idéaliser. Leur origine commune est le conflit, direct et indirect, avec la matérialité des rapports de pouvoir et de domination, et ces formes originales de protestation renvoient à l'évolution des structures socioéconomiques, dont les sans-emploi, les sans-terre et les indigènes sont parmi les premières victimes.

Argentine, Uruguay, Brésil, Bolivie, Equateur, Venezuela, Mexique...

Argentine : l'avenir des *piqueteros* Maristella Svampa

C'est du plus profond de la désagrégation de la société, de cette partie de l'Argentine sacrifiée sur l'autel du néolibéralisme, qu'ont émergé à partir de 1996-1997 de nouvelles formes de protestation et de mobilisation. L'apparition d'une série de mouvements *piqueteros*, essentiellement composés de sans-emploi, projetés sur la scène nationale par l'organisation de piquets et de barrages routiers, s'inspire à la fois d'expériences communautaires récentes et de l'action territoriale et organisationnelle de tradition plus lointaine. Le mouvement pâtit aujourd'hui du souhait généralisé au sein des classes moyennes d'un retour à la « normalité institutionnelle », bien compris par l'administration Kirchner qui s'est attelée à une double politique de cooptation-intégration des composantes « populistes » de la nébuleuse des *piqueteros* et de stigmatisation-répression-judiciarisation de ses composantes plus radicales ou plus autonomes. En dépit de leur fragmentation et de leur représentativité entamée, des acteurs sociaux importants continuent aujourd'hui, entre la rue et les quartiers, de développer des pratiques novatrices et révolutionnaires.

La gauche uruguayenne : de l'hégémonie culturelle à l'hégémonie politique Raúl Zibechi

L'hégémonie politique de la gauche uruguayenne qui s'est concrétisée dans les urnes en 2004 en portant à la tête de l'Etat le *Frente Amplio* a été précédée d'une hégémonie culturelle construite au cours des trois dernières décennies. Celle-ci doit beaucoup au *battlismo* (du nom de José Battle, président au début du 20^e siècle), cet imaginaire social-démocrate de « progrès dans la paix et l'égalité des chances » qui a imprégné la culture « classe moyenne » de ce petit pays homogène ethniquement. La dictature renforça dans l'adversité et la répression l'unité d'une gauche plurielle et partant, sa légitimité au-delà des frontières politiques, sa présence dans les espaces socioculturels et son réseau de base. L'ampleur de l'opposition à la loi d'impunité des militaires de 1986, et aux privatisations dans les années 1990, dépassa de loin l'électorat de la gauche de l'époque. La crise du néolibéralisme et la récession de ces dernières années a accéléré la fin des gouvernements de droite. Le *Frente Amplio* au pouvoir transformera-t-il ce petit pays endetté ? Beaucoup dépendra des rapports de force régionaux, en particulier de la capacité du Brésil et de l'Argentine à changer de cap.

Lula, un gouvernement décevant pour le mouvement populaire brésilien Plinio Arruda Sampaio

Dans quelle mesure le gouvernement de l'ancien syndicaliste Lula a-t-il contribué en deux ans à accélérer la transition du « Brésil-colonie » d'hier au « Brésil-nation » de demain ? Une évaluation attentive des mesures prises en matière de réduction de l'inégalité sociale, des politiques menées à l'égard des influences

économiques et politiques extérieures, et enfin, des rapports avec les mouvements populaires dont est issu l'actuel président brésilien, débouche sur un bilan largement décevant en regard des idéaux originels du Parti des travailleurs. La toujours importante popularité de Lula dans les sondages est-elle dès lors conjoncturelle ou indique-t-elle qu'un nouveau type de « populisme », basé sur son charisme personnel tend à se substituer à ses bases d'appui organique ? Reste que l'absence de résultat significatif face à la pauvreté et aux inégalités et la continuation du processus d'ajustement structurel de l'économie nationale aux canons du modèle néolibéral ne permettent pas aux organisations populaires brésiliennes d'apprécier la relative indépendance politique à l'égard du Nord conquise par Lula à l'échelle latino-américaine et internationale.

Bolivie : les antécédents et défis de la nouvelle gauche

Hugo José Suárez

La constitution-décomposition de la gauche bolivienne peut être structurée en 5 périodes : premiers syndicats et partis ouvriers à partir des années 1910, « triomphe » de la révolution nationaliste dans les années 1950, répression des mobilisations minières et estudiantines sous les dictatures (1964-1982), apogée et échec de la gauche avec le gouvernement de l'Union démocratique populaire (1982-1985), déroute complète sous l'ère du néolibéralisme (1985-1999). Les conditions structurelles d'émergence d'une nouvelle gauche à partir de 2000 sont à situer dans les échecs socioéconomiques du néolibéralisme, dans l'épuisement de la logique de « gouvernabilité » et de la « politique des pactes », dans la distanciation entre partis et monde social et dans la disparition de deux leaderships populistes. L'émergence d'acteurs sociaux capables de fortes mobilisations (« guerre de l'eau, du gaz... »), dotés de leurs « instruments politiques » (le MAS, le MIP...) aux leaders d'origine indigène et populaire et aux revendications culturelles, sociales et politiques contre le néolibéralisme, a rendu à la gauche bolivienne une réelle présence nationale, en dépit des processus sociaux de fragmentation.

Equateur : le mouvement indigène, entre le social et le politique

Augusto Barrera Guarderas

Depuis ses premiers soulèvements en 1990, le mouvement indigène est devenu un acteur de premier plan de la réalité équatorienne. Ses capacités organisationnelles et sa détermination politique ont fait de ce mouvement pluriel – et en particulier de la Conaie – la principale force populaire du pays, qui s'est donné une expression politique en 1996 (Pachakutik). L'accession au pouvoir, grâce à une alliance vite déçue avec le colonel Lucio Gutiérrez, va profondément marquer le mouvement et aiguïser les rivalités internes. Aujourd'hui, de nombreuses conquêtes sont à mettre à son actif : affirmation des droits collectifs, démocratisation politico-culturelle, réarticulation du monde populaire et de la gauche politique, etc. Mais ses expériences de pouvoir et sa participation à différentes instances de l'Etat ont complexifié son fonctionnement (conflits d'intérêt, différenciation sociale interne...) et affectent son autonomie et son dynamisme. Ces tendances ont alors pour effet d'accentuer, de diverses façons, la tension entre revendications d'ordre sociopolitique et registre ethniciste, dans lequel le traitement de la « problématique indigène » par l'Etat tend à cantonner la Conaie.

Le Venezuela à la recherche d'un projet contre-hégémonique

Edgardo Lander

Vers où mènent les tentatives de construction d'un projet contre-hégémonique au Venezuela ? L'analyse des discours et des orientations dominantes des politiques publiques de l'administration d'Hugo Chavez depuis 1999 révèle un processus évolutif, non exempt d'improvisations, voire de contradictions. La non-congruence initiale entre rhétorique du changement, orientations démocratiques de la nouvelle constitution, continuité d'une politique économique néolibérale et positionnements nationalistes conservateurs, symptomatique du

manque de projet global prédéfini, va connaître un premier moment important d'inflexion en 2001, avec la promulgation présidentielle de lois visant tant la démocratisation de la propriété et de la production que la réaffirmation du contrôle de l'Etat, notamment sur le pétrole. S'en suivront d'un côté, les tentatives de renversement de la droite et de l'autre, un appui populaire renforcé au leadership unipersonnel accru du président Chavez et à ses politiques sociales visant l'équité, l'intégration et la participation. De multiples défis subsistent : réactivation et diversification économiques, décentralisation du pouvoir, médiations sociales et politiques...

La gauche au Mexique : problèmes et perspectives

Gilberto López y Rivas

La transition vers la démocratie doit rester l'un des objectifs prioritaires des gauches mexicaines. Les luttes intestines, la cooptation par les pouvoirs politiques ou économiques, les trahisons à l'idéal égalitaire et libertaire, l'apparition de nouvelles revendications et de formes originales de mobilisation, l'expérience du pouvoir local ou régional, la redéfinition du système de domination mondiale ont fait de la gauche une réalité multiple. Quatre grands courants dominant : la gauche organisée en parti, mue par l'agenda électoral ; la gauche articulée autour de la rébellion zapatiste sur des revendications indigènes, démocratiques et populaires ; une gauche marxiste orthodoxe qui ne renonce pas à l'idée de conquérir le pouvoir par les armes ; et une gauche sociale, inorganique, civile et intellectuelle. L'électoralisme et la corruption ont déconnecté l'essentiel de la gauche partisane (PRD) des réalités sociales. Un large front national est pourtant plus que jamais nécessaire pour démocratiser l'Etat, construire des alternatives au capitalisme et forger un véritable « peuple-nation » qui accepte la diversité et prône l'égalité. Les zapatistes ont montré la voie.